

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA CHARENTE-MARITIME

SERVICE :  
SANTÉ-ENVIRONNEMENT

A.P. N° 09-4753 Quater

24 décembre 2009

## ARRETE

### PORTANT

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :  
- DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX  
- DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

### AUTORISATION DE PRELEVEMENT

AUTORISATION D'UTILISER L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE  
PRODUCTION, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION

CONCERNANT LE CAPTAGE LA BORNE F2  
COMMUNE de CHAMPAGNAC

LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME  
CHEVALIER de la LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER de l'ORDRE NATIONAL du MERITE

**Vu** la Charte de l'Environnement de 2004, texte fondamental du Préambule de la Constitution de 1958 ;

**Vu** le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R. 1321-63 ;

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

**Vu** le Code Minier et notamment l'article 131 ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**Vu** l'arrêté n° 94-154 du 19 décembre 1994 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Adour-Garonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 6 août 1996, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne, et notamment les mesures B6, B22, B26, C17 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 03-3757 du 2 décembre 2003 fixant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux de la Charente-Maritime ;

**Vu** le protocole d'accord relatif à la préservation qualitative des nappes du crétacé en Charente-Maritime, signé le 28 mai 2003 ;

**Vu** le protocole d'accord relatif à la mise en conformité des forages agricoles, signé le 28 mai 2003 ;

**Vu** l'accord-cadre relatif à l'implication des activités agricoles ayant un impact dans le programme de préservation de la ressource en eau, signé le 28 mai 2003 ;

**Vu** la délibération du Syndicat des Eaux en date du 15 mai 2008 portant décision d'engager la procédure de déclaration d'utilité publique nécessaire à l'utilisation et à la protection d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine ;

**Vu** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 30 décembre 2007 ;

**Vu** l'avis favorable de la commission départementale spécialisée captages en date du 16 décembre 2008 ;

**Vu** les résultats de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté préfectoral n° 09-1261 du 6 avril 2009, qui s'est déroulée du 26 mai au 26 juin 2009 ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 17 juillet 2009 ;

**Vu** l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 15 octobre 2009 ;

#### **CONSIDERANT :**

Que l'instauration des périmètres de protection permet d'assurer la sauvegarde de la qualité des eaux captées par l'ouvrage par rapport aux pollutions ponctuelles ou accidentelles ;

Que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes desservies par le captage La Borne F2, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Champagnac ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime ;

### **ARRÊTE :**

---

#### **CHAPITRE 1<sup>er</sup> - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

---

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine par le captage La Borne F2 sis sur la commune de Champagnac ;
- La création d'un périmètre commun de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes afférentes ;



## **SECTION 1 - DERIVATION DES EAUX ET AUTORISATION DE PRELEVEMENT**

**ARTICLE 2 :** Le Syndicat des Eaux est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le captage La Borne F2, exécuté sur le territoire de la commune de Champagnac, parcelle cadastrée n° 61 - section ZL.

Les coordonnées topographiques, Lambert II étendu, de l'ouvrage sont :

X [REDACTED]

Y [REDACTED]

Z [REDACTED]

Le captage La Borne F2 d'une profondeur de 264 mètres est référencé à la Banque de données du sous-sol sous le code BSS 07325X0018. Il exploite l'aquifère captif du Santonien inférieur-Coniacien-Turonien (C3-C4-C5).

**ARTICLE 3 :** L'exploitation du captage est autorisée dans les conditions suivantes :

- Débit maximal instantané ..... 200 m<sup>3</sup>/h
- Débit maximal journalier ..... 3 000 m<sup>3</sup>/j
- Volume annuel maximal pouvant être prélevé ..... 800 000 m<sup>3</sup>

Le volume annuel maximal correspond aux prélèvements cumulés sur le captage de La Borne F2 et le futur ouvrage de Léoville "Métairie de Puyrigaud", destiné à la production d'eau de consommation humaine.

**ARTICLE 4 :** Le Syndicat des Eaux est tenu d'équiper le forage La Borne F2 d'un dispositif de comptage et de suivi du volume prélevé, du débit d'exploitation, du temps de pompage et du niveau de la nappe. Les mesures comportent :

- Un suivi en continu avec enregistrement des débits et volumes d'exhaure,
- Un suivi en continu avec enregistrement des niveaux piézométriques.

La surveillance de la qualité de l'eau brute prélevée s'exerce de la façon suivante :

- Analyses mensuelles portant sur les paramètres : Nitrates, pesticides, sélénium.

Le Syndicat des Eaux (et/ou son exploitant) est tenu de conserver trois ans les dossiers consignant les résultats de ces mesures et les éléments du suivi de l'exploitation du captage. Il les tient à la disposition de l'autorité administrative. Chaque année ou sur simple demande, il adresse au service chargé de la Police de l'eau, une synthèse comprenant tous les éléments suivis et commentés.

Toute détérioration de la qualité de l'eau captée ou toute anomalie relevée dans le cadre du suivi de l'exploitation du captage, concernant notamment la piézométrie, peut conduire à une modification des conditions d'exploitation, se traduisant par une réduction ou une suspension temporaire des prélèvements.

Le Syndicat des Eaux est en outre tenu de laisser accès aux installations aux agents chargés de la Police de l'eau.

**ARTICLE 5 :** Conformément aux engagements pris par le bureau syndical lors de la séance du 15 mai 2008, le Syndicat des Eaux doit indemniser, selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils peuvent prouver leur être causés par la dérivation des eaux ainsi que les propriétaires et exploitants concernés par les servitudes établies sur les terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection.

## **SECTION 2 - INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION**

**ARTICLE 6 :** Il est établi autour du captage La Borne F2 un périmètre commun de protection immédiate et rapprochée qui s'étend conformément aux indications des plans parcellaires joints au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

Les limites de ce périmètre figurent également sur les plans annexés au présent arrêté.

Il est constitué de la parcelle cadastrée n° 61 - section ZL de la commune de Champagnac sur laquelle sont implantés les ouvrages de La Borne F1 et F2. Le forage F1 n'est plus utilisé pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

La superficie de ce périmètre est d'environ 1068 m<sup>2</sup> - Cf. annexe 1.

Les mesures de protection qui sont prescrites dans ce périmètre sont applicables sans délai :

- Les terrains sont acquis en toute propriété par le Syndicat des Eaux et protégés contre les eaux extérieures.
- Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation des ouvrages de captage et des installations annexes, par une clôture grillagée d'une hauteur minimale de 1,80 m maintenue en bon état et par un portail tenu en permanence fermé à clé.
- Une clôture complémentaire doit être installée de façon à réserver l'accès au forage F2 aux seuls personnels d'exploitation.
- La pompe d'épuisement de la cave doit être contrôlée pour éviter toute stagnation d'eau.
- L'état et l'étanchéité des presse-étoupes de la tête du forage doivent être vérifiés.
- Toutes les activités y sont interdites, excepté celles nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de captage et des installations annexes.
- Les terrains sont régulièrement entretenus. L'emploi de tout produit potentiellement polluant est à proscrire dans ce périmètre.

Toutes mesures doivent être prises pour que la commune de Champagnac et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant le périmètre de protection.

## **CHAPITRE 2 - AUTORISATION D'UTILISER L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE - PRODUCTION, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION**

**ARTICLE 7 :** Le Syndicat des Eaux est autorisé à traiter et à distribuer au public, l'eau destinée à la consommation humaine issue du captage La Borne F2 dans les conditions suivantes :

Les installations de production, de traitement et de distribution sont conçues et entretenues conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur. En particulier, les matériaux et objet en contact avec l'eau, les produits et procédés de traitement employés doivent répondre aux règles de conformité sanitaire qui s'appliquent aux eaux destinées à la consommation humaine.

L'eau distribuée doit répondre aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et le suivi de la qualité des eaux brutes, traitées et distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.



L'eau produite fait l'objet d'une désinfection au chlore avant distribution. L'efficacité permanente du traitement appliqué est vérifiée par l'exploitant des installations, qui s'assure que toute contamination par les sous-produits de la désinfection est maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection.

Le Syndicat des Eaux (et/ou son exploitant) veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Notamment, il est tenu de réaliser, sur les eaux traitées en sortie des installations de traitement et avant distribution, les mesures suivantes :

- Analyses mensuelles portant sur le paramètre sélénium.

Le Syndicat des Eaux (et/ou son exploitant) tient à la disposition de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales les résultats de la surveillance de la qualité des eaux ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Il porte à sa connaissance, sans délai, tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

En outre, le Syndicat des Eaux (et/ou son exploitant) adresse chaque année à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, un bilan de fonctionnement du système de production, de traitement et de distribution, comprenant notamment le programme de surveillance de la qualité des eaux et les travaux réalisés. Il indique également, pour l'année suivante, les éventuelles modifications apportées à ce programme de surveillance.

**ARTICLE 8 :** Le contrôle sanitaire de la qualité de l'eau est réalisé selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant, selon les tarifs et modalités réglementaires.

Des suivis particuliers de paramètres spécifiques peuvent être mis en place autant que de besoin sur l'eau brute et/ou sur l'eau traitée, en cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité.

---

### CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES

---

**ARTICLE 9 :** RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE - Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans le périmètre de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production, de traitement et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine doit être, préalablement à son exécution, déclaré à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

**ARTICLE 10 :** DELAI ET DUREE DE VALIDITE - Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage La Borne F2 participe à l'approvisionnement en eau de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

**ARTICLE 11 :** NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE - Le présent arrêté est transmis au Syndicat des Eaux en vue de la mise en œuvre des dispositions qu'il comporte.

Un exemplaire du présent arrêté est affiché à la mairie de Champagnac, pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents par les soins du Préfet et aux frais du Syndicat des Eaux, dans deux journaux locaux.

**ARTICLE 12 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES** - En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

**ARTICLE 13 : DROIT DE RECOURS** - Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac) dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

**ARTICLE 14 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Le Président du Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime,  
Le Maire de Champagnac,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Le Directeur Départemental de l'Equipeement,  
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Charente-Maritime et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de Champagnac.

La Rochelle, le 24 décembre 2009

Le PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES

**Liste des annexes :**

ANNEXE 1 : Plan du périmètre commun de protection immédiate et rapprochée du captage de La Borne F2

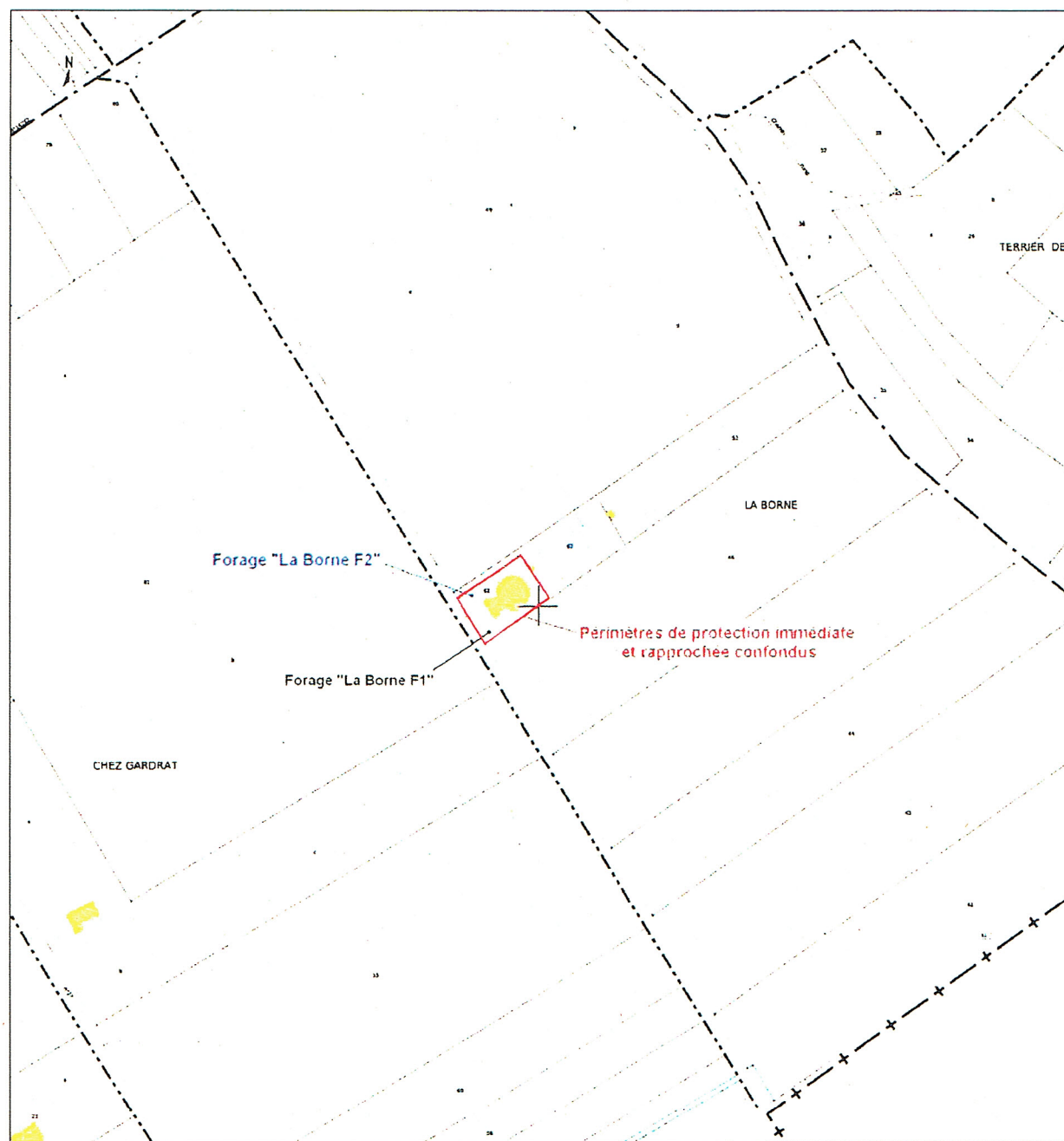
## ANNEXE 1

### Plan du périmètre commun de protection immédiate et rapprochée

Section ZL  
Echelle d'origine 1/2000  
Echelle d'édition 1/2000

Cet extrait de plan vous est délivré par  
cadastre gouv.fr

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL



Arrêté préfectoral n° 09-4753 Quater  
Du 24 décembre 2009  
Captage La Borne F2 - Champagnac  
Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime